



SPECIAL ELECTIONS 2017

SOMMAIRE

- 1) Ancien régime bis !
- 2) Indécision malade de Cambadélis...
- 3) Ils appellent à voter JL Mélenchon
- 4) Et si ??
- 5) Nuit debout, la tentation JL Mélenchon
- 6) JLM écrase BH
- 7) C'est la fin du...
- 8) Terrible accident impliquant...

BONNE LECTURE

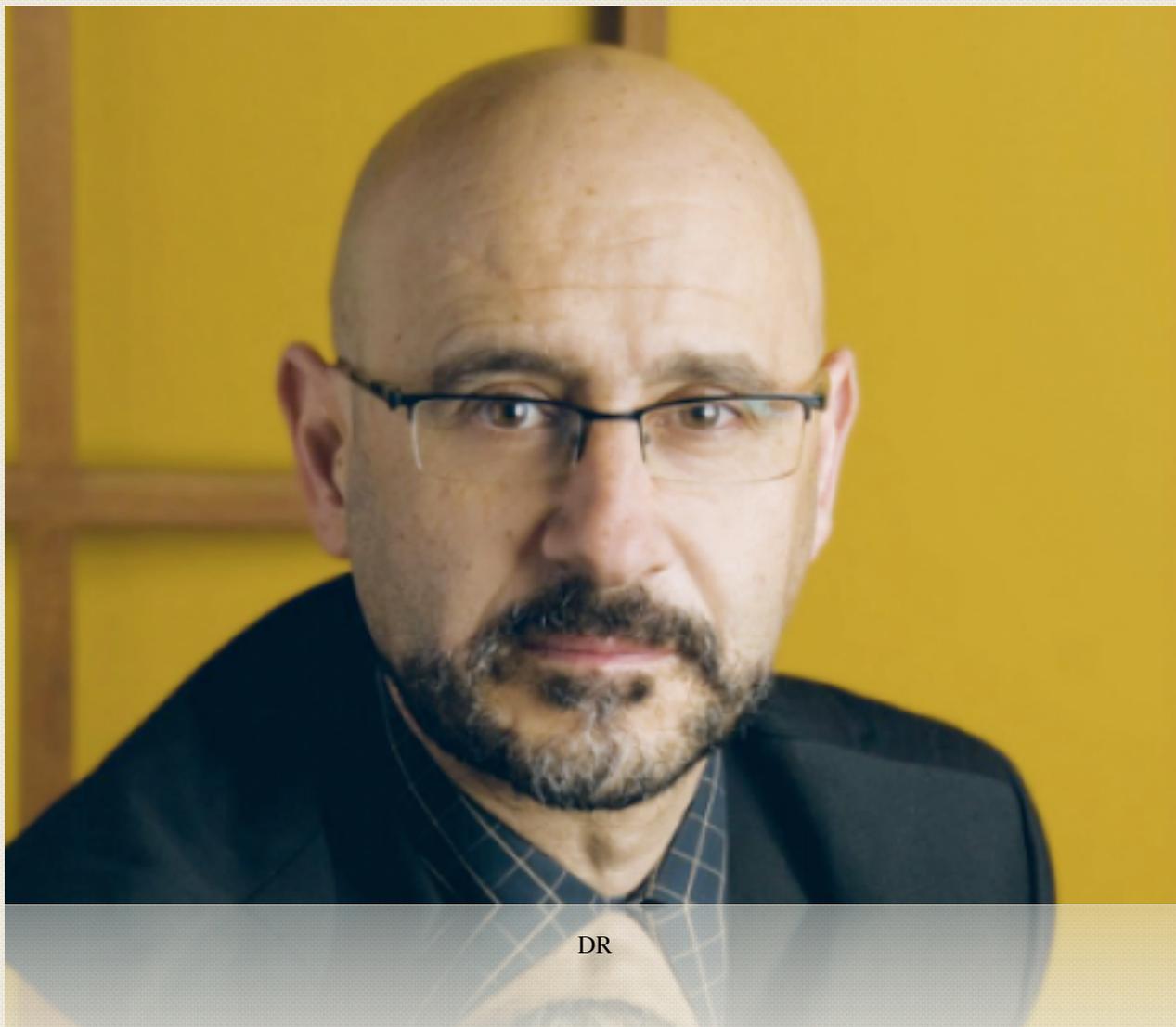
DATE

01/04/2017

LA PRESSE EN REVUE.EU

I) Pierre Serna, historien. «La Ve République est devenue un Ancien Régime»

Entretien réalisé par Benjamin König Humanité Dimanche



DR

Historien de la Révolution française, auteur notamment de «la République des girouettes», Pierre Serna est un fin analyste de la République, passée ou actuelle, et des processus révolutionnaires. Pour l'«HD», il revient sur le concept de VIe République, qu'il inscrit dans un cadre plus large. Et dresse un parallèle saisissant avec la France de 1789...

HD. Qu'entend-on en France quand on parle de République ? Et pourquoi parle-t-on aujourd'hui de la nécessité d'une VIe République ?

Pierre Serna. En tant qu'historien, je vais dire que la République survient car l'Ancien Régime échoue. Or, aujourd'hui, on peut considérer que la

Ve République est devenue un Ancien Régime. Un des signes de cet échec est que ce système ne fait plus une communauté, un vivre-ensemble, mais qu'il divise : il crée des privilèges, des castes, des groupes, des modes de reproduction sociale qui empêchent l'accession d'autres personnes. Le deuxième constat que je fais, c'est le malentendu que démontre la situation de l'extrême droite aujourd'hui : seule, la République ne suffit pas. Il existe un problème d'éducation politique : une République n'est pas la démocratie, et inversement. Une République peut être aristocratique et autoritaire, nous n'en sommes d'ailleurs pas très éloignés. Et une démocratie peut être populiste. L'invention extraordinaire de la Révolution française, c'est la démocratie représentative, plus particulièrement par Antonelle, qui fut le premier

mairie d'Arles, ville marquée par les luttes pour la liberté s'il en est ! C'est pourtant un oxymore : il s'agit de déléguer une part de souveraineté pour un temps donné et avec le contrôle du peuple. La République démocratique implique deux choses : une égalité politique, donc un projet d'éducation, mais aussi la liberté. Ce mot a été capturé par les libéraux, mais il s'agit de l'émancipation de chacun : c'est une valeur fondamentale. Prenons l'exemple de la majorité politique à 16 ans, un des objectifs que je défends particulièrement : quand j'entends le discours sur les jeunes aujourd'hui, c'est le même que celui qu'on entendait sur les femmes pour qu'elles n'aient pas le droit de vote, elles ne sont pas assez mûres, elles voteront comme leur mari, ou bien contre sans réfléchir...

HD. Quels sont les dangers qui guettent ce principe de République démocratique ?

P. S. C'est d'abord le césarisme (type de régime, imposé notamment par Jules César, où le pouvoir est concentré entre les mains d'un homme fort appuyé par le peuple – NDLR). En France, c'est sans exception aucune, les faits sont têtus mais incontestables, ainsi que les Républiques se terminent : Napoléon, Louis-Napoléon, Pétain... La Ve République est elle-même césariste : elle est née d'un coup de force militaire de De Gaulle, s'appuyant sur les généraux menant la guerre en Algérie.

HD. Reste cette problématique particulière : la mainmise du pouvoir économique sur la politique...

P. S. Aujourd'hui, on construit des systèmes de pure idéologie, dans un rapport au réel vicié. On entend le discours : «On est pris dans une logique de marché, donc il faut faire comme ça, comme l'Allemagne, etc.» C'est une logique d'acceptation de l'a priori libéral, d'une part dans le domaine macroéconomique. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, une économie mondialisée s'est construite sur l'esclavage. Les propriétaires, les «honnêtes gens», disaient : «C'est pas bien, mais on peut pas faire autrement.» Mais, grâce aux luttes et aux nouvelles institutions, l'esclavage a

été aboli en 1794, car l'impératif des droits et des principes s'est imposé, et surtout les esclaves ont pris les armes et ne les ont plus déposées. Or qui sont les nouveaux esclaves aujourd'hui ? D'autre part, toutes les mesures prises ces dernières années pour contourner la fiscalité, notamment celle sur la succession, vont dans le sens d'un renforcement de la richesse privée dans l'espace microéconomique. Dans les deux cas, les institutions ont renoncé à toute justice et redistribution.

HD. Nos institutions reflètent le rapport de forces de notre époque. Il semble que le problème soit plus large que le terme de «VIe République» ?

P. S. En effet. Je crois moins à l'échelon français. Beaucoup sont attachés à la nation, au patriotisme, je le comprends mais pour moi ça n'a plus de sens. L'objectif souhaitable est une République démocratique des peuples européens, dont le noyau serait constitué des pays de l'Europe du Sud.

HD. Mais comment articuler cela avec d'autres échelons locaux ?

P. S. La Révolution a inventé deux choses exceptionnelles : l'égalité des départements, et cette formidable invention : les 36 000 communes. Il s'agit là de la politisation au niveau de la paroisse. Et, nous, que ferons-nous 225 ans après ?

HD. C'est sans doute pour cela que certains veulent en réduire le rôle et le nombre ?

P. S. Oui, car la commune multiplie les possibilités d'intervention du citoyen. Il est frappant de constater que les régions actuelles semblent fonctionner de plus en plus comme des provinces d'Ancien Régime. Il faut inventer une ou plusieurs instances qui donnent un pouvoir réel de décision sur le fonctionnement et l'argent de la communauté. Cela implique sans doute de nouvelles mesures : je pense au tirage au sort pour une partie des élus ou au contrôle direct de ceux-ci. Dans la Constitution de 1793, on trouve une chose très intéressante : la révocabilité des lois.

Un certain pourcentage du corps électoral peut faire réviser une loi.

HD. Pour en revenir à la Ve, quelle analyse faites-vous de la prééminence du pouvoir exécutif sur le législatif, comme en témoigne l'utilisation du 49-3 ?

P. S. Oui, c'est évident, il faut revenir à un système plus parlementaire, que le premier ministre incarne une majorité qui ne soit pas à sa botte. Mais, aujourd'hui comme en 1789, la question est celle de l'impôt et de la faim ! Ce qui est en cause, c'est la mauvaise répartition des richesses qui déchire le tissu social. Sur ce point, nous fonctionnons comme l'Ancien Régime. Et notre époque comporte une question nouvelle : l'urgence écologique, qui rejoint étrangement la question de la nourriture. Elle est entièrement liée à l'urgence sociale et démocratique, puisqu'elle pose des problèmes concrets : les transports en commun, les réseaux de distribution, les circuits courts, etc. Cela implique d'avoir des possibilités réelles d'agir. Et pose la question de «réforme ou révolution». Va-t-on passer tranquillement à la VIe République ? Pour le moment, ce n'est pas ce qu'on voit. On peut même dire que 90% des Français n'en veulent pas, ou ne s'en soucient pas. Donc la question est : «Qu'est-ce qu'un changement radical ?» Je comprends bien que l'on n'a pas envie de réfléchir à cet impensé forcément violent. La réponse sera apportée par le réel : des catastrophes écologiques en série, sur l'eau, l'air, la nourriture, qui nous amèneront à un changement radical, ce n'est pas de la fiction, c'est de l'histoire bien utilisée : tous nos vieux schémas vont s'effondrer. Comme en 1789, où le réveil des volcans islandais avait dérégulé totalement le climat, et perturbé toutes les récoltes, lorsque personne ne pensait à la République.

À ce titre, l'analyse du règne de Louis XVI est très intéressante. Nombre de ses proches conseillers sont conscients des problèmes de l'époque : la crise économique, le prix du grain, la dette due aux opérations militaires extérieures, les scandales... J'ai l'impression de parler de ce quinquennat qui se termine ! Or le règne de Louis

XVI est marqué par des réformes libérales qui échouent toutes : ils avaient conscience du problème, mais la priorité a été donnée aux intérêts particuliers.

l'Humanité.fr

II) Cambadélis: "ceux qui ont rejoint En Marche ! ne sont plus au PS"



Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste, en conférence de presse le 7 mars 2016. - Dominique Faget - AFP

Le premier secrétaire du Parti socialiste s'est adressé aux militants PS dans une longue lettre ou il a affirmé que les socialistes ralliés à En Marche! "n'étaient plus socialistes". Il a également tenu à rassurer les électeurs du PS soutenant que la campagne n'était pas finie.

Dans une longue lettre adressée aux militants PS, Jean-Christophe Cambadélis, s'est voulu rassurant, appelant les socialistes "au respect de leurs principes et de leur cohérence pour une gauche qui gouverne et qui transforme".

Cette lettre a été publiée quelques heures après la déclaration de Manuel Valls qui a affirmé qu'il voterait pour Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle 2017.

Fustigeant **Emmanuel Macron** qui "veut être dans l'indéfinition pour mieux coaliser les contraintes autour de sa personne", le premier secrétaire du Parti socialiste a affirmé que "ceux qui ont rejoint En Marche ne sont donc plus au Parti socialiste", ouvrant la voie à un renvoi de Manuel Valls.

"L'élection présidentielle n'est pas faite"

Écornant également la presse "lassée des affaires Fillon et désintéressée des affaires de Marine Le Pen" qui "a décidé de feuilletonner sur le Parti socialiste", a affirmé que "notre formation" n'était pas "morte et enterrée vivante".

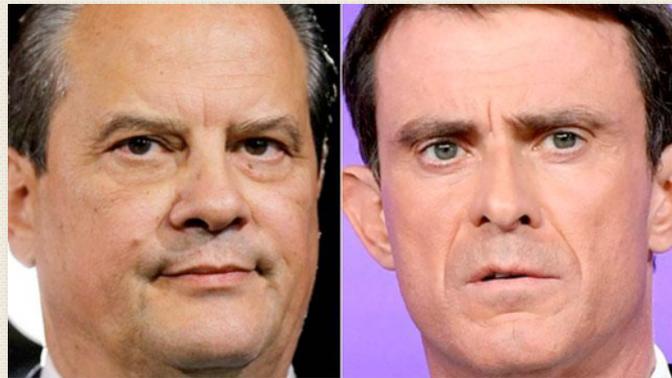
"Le Parti socialiste est et demeurera. Je veux le défendre, nous devons le défendre car une République sans les Socialistes est une démocratie amputée. L'élection présidentielle n'est pas faite. Tout est encore possible, le meilleur comme le pire. Les sondages ne sont jamais une 'assurance vie' politique. Devant la fragmentation française, source d'une crise sans précédent de la Vème République, nous restons socialiste", a-t-il conclu.

bfmtv.com



MAIS AUSSI

PS : Jean-Christophe Cambadélis refuse d'exclure Manuel Valls



Le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, et l'ancien Premier ministre, Manuel Valls. | Photo : Reuters

Thierry RICHARD.

Le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, s'était engagé à écarter ceux qui soutiendraient un autre candidat que Benoît Hamon. Il se montre aujourd'hui plus conciliant. L'ancien Premier ministre peut rester membre du Parti socialiste et devrait même obtenir l'investiture pour les législatives.

« Notre position est simple : Benoît Hamon est le candidat issu de la primaire, légitimé par une convention unanime du PS. Ceux qui ont rejoint En Marche ! ne sont donc plus au Parti socialiste. Il n'y a pas de double appartenance », écrit Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du parti, dans une lettre aux militants rendue publique mercredi après que Manuel Valls eût fait part de son choix de voter Macron plutôt que Hamon.

Ceux qui ont adhéré au mouvement d'Emmanuel Macron, comme Richard Ferrand ou Corinne Erhel dans l'Ouest, sont donc priés de prendre la porte. « **Il ne peut pas y avoir de double adhésion. Donc, quand on adhère à En marche !, on quitte le PS** », explique le premier secrétaire, dans une interview à Ouest-France.

« Pas de Saint-Barthélemy des socialistes »

Manuel Valls n'est pas dans cette situation, pas plus que Jean-Yves Le Drian. L'ancien Premier ministre reste membre du PS, alors même qu'il a rompu son serment de la primaire. Jean-Christophe Cambadélis ne voit aucune raison de lui

indiquer la sortie, tant qu'il ne pousse pas son soutien jusqu'à adhérer au mouvement d'Emmanuel Macron, ce qui ne semble d'ailleurs pas son intention.

On notera que le discours a un peu changé. « **On ne peut pas soutenir un autre candidat que celui choisi par le PS au risque d'être exclu** », sermonnait-il le 1er septembre. « **Je ne crois pas qu'une Saint-Barthélemy des socialistes soit le meilleur service à rendre à notre candidat à moins de trois semaines du premier tour. Il faut faire les choses dans le calme et moi j'appelle les socialistes à se ressaisir et à se concentrer sur la campagne de Benoît Hamon** », dit aujourd'hui Jean-Christophe Cambadélis.

« **On peut condamner sans épurer** »

Pour les mêmes raisons, Manuel Valls, député de l'Essonne, et qui sera candidat à sa succession, ne devrait pas avoir de souci à se faire pour obtenir l'investiture du PS en juin prochain. « **Ceux qui se présenteront contre un candidat soutenu par le PS seront exclus. Pour le reste, on peut condamner et combattre sans pour autant épurer** », note le premier secrétaire.

Reste que la position de Cambadélis est discutée au sein du PS. Certains proches de Benoît Hamon veulent profiter du bureau national, lundi, (où il sera question des législatives) pour remettre en cause la ligne édictée par le premier secrétaire. Ils demanderont au bureau de retirer leur investiture aux pro-Macron pour « **indiscipline** ».

ouest-france.fr



III) Des écologistes « **insoumis** » lâchent Hamon et appellent à voter Mélenchon

Publié par midi-pyrenees-politiques-france3

« **Europe-Ecologie** » soutient la candidature de Benoît Hamon. Mais des écologistes de la Haute-Garonne prennent leurs distances et appellent à voter pour Jean-Luc Mélenchon.



Jean-Luc Mélenchon Photo MaxPPP

Patrick Jimena lance un appel à voter pour Jean-Luc Mélenchon. Cette initiative est contraire à l'accord (national) conclu entre l'écologiste Yannick Jadot et le socialiste Benoît Hamon. Mais le trublion de Colomiers, Patrick Jimena, assume parfaitement.

Patrick Jiména est un habitué des pétitions et des manifestes. Le texte appuyant et motivant le ralliement à Jean-Luc Mélenchon est dans la même veine. Les propos sont cash :

Hamon est cadennassé par une logique d'appareil. Il aurait du s'émanciper de l'appareil socialiste après la primaire. Il ne l'a pas fait. Mélenchon élève le débat et bénéficie d'une dynamique. Y'a pas photo.

Les chiffres des sondages appuient les propos de Patrick Jiména. Les études d'opinions restent de simples études d'opinions. Mais les dernières livraisons profitent à Jean-Luc Mélenchon. Inversement, Benoît Hamon, « dévisse » et se retrouve au niveau de la barre fatidique des « 10% ».

Mais l'affaiblissement de Benoît Hamon n'est pas la seule justification de l'appel à voter Mélenchon. Patrick Jiména et ses cosignataires (un élu de Plaisance-du-Touch, deux adhérents d'EELV et des représentants de la société civile) mettent en avant un argument qui ne déplairait pas à Emmanuel Macron :

Nous assistons à une recomposition du paysage politique. Il convient de bâtir les fondations d'un nouveau citoyen et écologiste. Pour nous, le mouvement des Insoumis (NDLR mouvement de Jean-Luc Mélenchon) à dessiner les contours d'une nouvelle maison.

En toile de fond, **les écologistes Insoumis « placent » ouvertement la perspective des législatives :**

Nous soutiendrons la candidature de Jean-Luc Mélenchon dès le premier tour des élections présidentielles et nous nous engageons dans un processus de recomposition politique dès les élections législatives sur la base d'un programme partagé.

Patrick Jiména n'a jamais caché son intention de se présenter aux législatives. La signature de l'accord Hamon-Jadot et la réservation d'une circonscription (haute-garonnaise) au profit des écologistes pouvaient brider ou du moins compliquer une candidature. Les instances locales du PS demandent une réciprocité et donc l'absence de candidat EELV face aux candidats PS sur les circonscriptions non réservées. La circonscription de Patrick Jiména est concernée.

Cette demande (formalisée par le vote d'une motion des instances fédérales du PS31) risquait de conduire à un « retrait » de la candidature de Patrick Jiména.

La question ne se pose plus.

Il reste deux inconnues : le nombre de signataires de l'appel et la réaction des instances nationales d'Europe Ecologie. S'agissant des signatures, la marge de progression est importante. Elles sont 11

pour le moment. En revanche, l'avenir des écologistes Insoumis au sein d'EELV est beaucoup moins « ouvert ».

Des sanctions risquent de tomber.

Petite consolation, pour d'autres raisons (le soutien à Emmanuel Macron, les camarades socialistes des écologistes Insoumis sont également sur la sellette.

Laurent Dubois (@laurentdub)

france3-regions.blog.francetvinfo.fr

IV) Et si la grosse surprise de cette élection, c'était l'élimination de Marine le Pen dès le premier tour?

Laurent Sagalovitsch

[BLOG] Il n'existe pas de fatalité à voir le visage d'une France perdue à elle-même fanfaronner au soir du 23 avril.



Meeting 1er mai 2012 Front National | Blandine Le Cain via Flickr
CC License by

Et si, une nouvelle fois, les sondages se trompaient complètement?

Et si, cette fois, au lieu de sous-estimer comme

d'habitude le vote frontiste, ils ne l'avaient pas simplement surestimé? Et si, au soir du premier tour de l'élection présidentielle, sur les coups de 20 heures, David Pujadas, des sanglots d'émotion dans la voix, annonçait à une France ahurie, sous les yeux en pleurs de Florian Philippot, la non-qualification de Marine Le Pen pour le deuxième tour?

Après tout, ce n'est tout même pas une loi mathématique que d'avoir la représentante de cette France rassise qualifiée d'office pour la suite du tournoi élyséen, il n'est pas inscrit dans le marbre de la constitution que, dorénavant, tout scrutin doit s'accompagner de la présence d'un ou d'une représentant(e) du Front national au second tour d'une élection.

Après tout, si une certaine France –la même qui beugle comme un troupeau de vaches défoncées à la débilité ambiante: “on est chez nous, on est chez nous” aux meetings de sa suffragette– s'est abîmée avec superbe dans les affres de l'immonde collaboration, une autre France a su trouver les ressources morales pour porter haut les valeurs de la résistance et apporter le moment venu, et même avant, son concours aux armées alliées. Après tout, c'est bien cette France-là qui a fini par triompher et non celle incarnée par le Maréchal Pétain et ses véreux sous-fifres.

Quelle France gagnera?

Contrairement à ce que l'on nous rabâche à longueur de temps et de sondages, il n'existe pas de fatalité à voir le hideux visage d'une France perdue à elle-même, d'une France pétrie de haine et de peur, d'une France rapiécée et laide à en pleurer, fanfaronner au soir du 23 avril.

Certes, l'élimination du Front national constituerait une énorme surprise et irait à rebours de toutes les considérations et projections sondagières. Mais, est-ce pour autant qu'il faudrait tenir pour acquis ce résultat-là et renoncer à attaquer ce parti du déshonneur national sous prétexte que, par je-ne-sais quelle loi d'airain électorale, sa présence serait déjà assurée au second tour de l'élec-

tion présidentielle? Non, non et non.

Une surprise est toujours possible, on l'a vu encore tout récemment avec l'arrivée de l'autre clampin à la tête de l'administration américaine. Qui nous dit qu'au dernier moment, les électeurs frontistes ébahis par l'extraordinaire aplomb de François Fillon, séduits par son attitude martiale, impressionnés par son caractère revêche, jaloux même de ses costumes et de ses montres, ne finiront pas par secrètement l'adouber, dans la solitude de l'isoloir, là où se font et défont les élections?

Peut-être est-il devenu tellement honteux d'avouer à un sondeur son attachement au gremlin de la Sarthe que les électeurs préfèrent afficher leurs intentions de voter FN alors que, dans le secret de leurs âmes, là où se prennent les grandes décisions, leurs cœurs battent désormais pour ce petit François si vaillant, si obtus, si courageux qui saura remettre le pays dans le droit chemin!

Les électeurs ont parfois l'intelligence d'un veau: quand on leur prédit avec certitude qu'ils vont dans le précipice, ils y courent d'autant plus vite. Qui sait si, cette fois, au dernier moment, à l'instant d'enjamber la barrière, une dernière lueur de ce qui leur reste d'intelligence et de bon sens leur permettra d'éviter la chute fatale?

On peut toujours rêver.



Laurent Sagalovitsch (63 articles)
romancier

slate.fr



V) Un an après, les inspireurs de Nuit debout face à la tentation Mélenchon

Du réalisateur de "Merci Patron" François Ruffin au philosophe Frédéric Lordon, les têtes pensantes du mouvement apolitique n'ont pas rejoint la France insoumise.

Geoffroy Clavel

Chef du service politique du HuffPost



AFP Un an après, les inspireurs de Nuit debout face à la tentation Mélenchon

PRÉSIDENTIELLE 2017 - Sont-ils restés éveillés pour rien? Si Nuit debout n'a débouché sur aucun bouleversement immédiat sur la scène politique française, les idées débattues sur l'agora improvisée de la place de la République ont bel et bien infusé dans le débat présidentiel.

La VIe République, défendue il y a douze mois par nombre de veilleurs en quête d'un nouveau départ démocratique, a réuni près de 100.000 personnes sur la même place parisienne à l'initiative de Jean-Luc Mélenchon. Quant au revenu universel, lui aussi longuement débattu pendant le mouvement, celui-ci a activement contribué à la victoire de Benoît Hamon lors de la primaire du Parti socialiste.

Si ces idées se sont propagées, les inspireurs de Nuit debout n'ont en revanche pas franchi le cap des Indignés espagnols en se réunissant au sein d'un Podemos à la française. Mais à bien des égards, la France insoumise initiée par Jean-Luc

Mélenchon en a repris les codes comme la visée ultime: renverser le système partisan et les institutions jugées obsolètes de la Ve République.

Reste que la démarche du chef de file des Insoumis suscite encore de la méfiance chez les acteurs et les têtes pensantes de Nuit debout, adeptes de l'action collective et rétifs vis à vis de toute personnalisation du débat politique. Itinéraires.

<https://youtu.be/Q2ITtM1KWJU>

"Moi, je sais que je voterai pour Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle parce qu'il représente une gauche qui se tient debout". Rédacteur en chef du journal alternatif Fakir à l'initiative de la première réunion à la bourse du travail qui débouchera sur Nuit debout, François Ruffin semble avoir digéré l'expérience de gouvernance horizontale de la place de la République.

"Il y avait des trucs formidables dans Nuit debout, mais aussi plein de choses qui relevaient de la branlette, explique-t-il au site Regards. Pas question d'avoir des assemblées générales qui durent des heures et qui ne débouchent sur aucune décision". Signe qu'il a tiré les leçons de son expérience, François Ruffin s'est lancé en politique en présentant sa candidature aux législatives dans la Somme.

Depuis, cette figure de la gauche anti-libérale ne cache pas son soutien pour le candidat de la France insoumise tout en affichant sa compatibilité avec d'autres responsables politiques. "Moi je veux qu'on gouverne. Je considère que Benoît Hamon est quelqu'un de gauche, je considère que la fracture entre la droite et la gauche passe à l'intérieur du Parti socialiste", plaide le journaliste et réalisateur de "Merci Patron", chronique sociale assassine contre le milliardaire Bernard Arnault qui a lui valu le César du meilleur documentaire.

Si Ruffin soutient la campagne de Jean-Luc Mélenchon, il n'a pas pour autant rejoint les rangs de la France insoumise. Candidat aux législatives, le défenseur des salariés de Whirlpool et pourfen-

deur des délocalisations, a refusé de s'encarter tout en recueillant le soutien des appareils Insoumis, communistes et écologistes. Une exception qui confirme la règle puisqu'il a refusé de signer la charte exigée par les mélenchonistes. "Moi, dans ma circonscription, j'ai tout fait pour rassembler la gauche hors-PS", expliquait-il récemment sur BFMTV.

FREDERIC LORDON, LE PHILOSOPHE VIGILANT

<https://youtu.be/zQiLa3nS6jc>

Tête pensante de Nuit debout, le philosophe et économiste antil-libéral Frédéric Lordon n'est pas un homme de ralliement. Il confesse d'ailleurs avoir cessé de voter depuis longtemps pour ne pas apporter sa "caution" aux institutions de la Ve République dont il n'a de cesse de pourfendre les dérives.

"D'un certain point de vue, ce qui s'est passé sur Nuit Debout était l'expression de cette disposition d'esprit. Jouer le jeu dans ces institutions est une affaire soit perdue d'avance, soit entièrement privée de sens", expliquait-il récemment au micro de Daniel Mermet. Défenseur de la grève générale comme seul moyen d'abattre un régime inique, l'intellectuel reconnaît toutefois (et c'est rare) que la candidature de Jean-Luc Mélenchon pourrait changer la donne.

"Je pense que cette élection soulève des enjeux politiques d'une intensité qu'on a pas vue depuis 1981, et peut-être même supérieure, et que par là d'ailleurs, elle s'annonce d'une redoutable violence. [...] Là où un enjeu surgit, c'est autour de la candidature de Mélenchon", plaide le philosophe.

S'il n'apporte techniquement aucun soutien au candidat de la France insoumise, Frédéric Lordon plaide en faveur du basculement institutionnel prôné par Jean-Luc Mélenchon tout en mettant en garde contre la tentation

"J'ai toujours une méfiance vis à vis des stratégies qui se proposent de passer par les institutions pour changer les institutions. Les institutions de la Ve

République correspondent bien à la personnalité de Mélenchon. Je pense qu'il s'y trouverait pas mal", prévient-il en citant l'exemple de François Mitterrand. Son idée? Contribuer à l'élection de Mélenchon tout en le contraignant à appliquer son programme. "Aussi bien pour le protéger que pour le surveiller, il faudra que l'élection ne soit que le début d'un processus politique d'une toute autre ampleur qui passera nécessairement par des mobilisations populaires", prévient-il en référence des grèves de la joie qui avaient accompagné la victoire du Front populaire en 1936.

LEILA CHAIBI, L'ASSOCIATIVE INSOUMISE

<https://youtu.be/c51kbiP1vzc>

Si certains hésitent encore, d'autres assument le passage de flambeau. Cofondatrice de Jeudi noir et Génération précaire, candidate sous les couleurs du Front de Gauche en 2012 et 2014, secrétaire nationale du Parti de Gauche, Leila Chaibi avait un temps laissé tomber la bannière mélenchoniste pour se lancer à cœur perdu dans l'aventure Nuit debout. Aujourd'hui porte-parole de la France insoumise, celle-ci voit bien la passerelle entre les deux mouvements.

"Quand on a lancé Nuit debout il y a un an, on était une dizaine. C'était dingue. Pendant des semaines des milliers de personnes venaient tous les jours pour discuter d'une société meilleure. La leçon de tout ça, c'est que rien n'est écrit à l'avance. Et aujourd'hui, avec la campagne de la France insoumise et de Jean-Luc Mélenchon, j'ai l'envie de revivre ça", explique-t-elle auprès de Regards.

Sera-t-elle suivie par les autres compagnons de route de Nuit Debout? Son ami et conseiller régional écologiste Julien Bayou, lui aussi venu du militantisme associatif, s'est engagé dans l'alliance PS-EELV autour de la candidature de Benoît Hamon.

VI) Sondage: Mélenchon écrase Hamon et talonne Fillon

Jean-Luc Mélenchon distancerait Benoît Hamon au 1er tour de l'élection présidentielle, avec 16% d'intentions de vote, et talonne...



Par AFP
@afpfr

Jean-Luc Mélenchon distancerait Benoît Hamon au 1er tour de l'élection présidentielle, avec 16% d'intentions de vote, et talonne désormais François Fillon, loin derrière le duo de tête Emmanuel Macron/Marine Le Pen, selon un sondage Odoxa publié vendredi.

Avec 16% d'intentions de vote, le candidat de La France insoumise gagne 5,5 points en dix jours et n'est plus qu'à un point de celui de la droite, toujours en perte de vitesse à 17% (-2).

Jean-Luc Mélenchon creuse également l'écart avec Benoît Hamon, le candidat socialiste à la dérive à seulement 8% (-4,5), selon cette enquête pour Le Point et Dentsu consulting.

Bien qu'en léger recul, le candidat d'En Marche! Emmanuel Macron (26%, -0,5%) et celle du Front national, Marine Le Pen (25%, -1), restent largement en tête à trois semaines du 1er tour.

Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan (5%, +2), le trotskiste Philippe Poutou (1,5%, +0,5) et le centriste Jean Lassalle (1%, +1) sont en hausse. 17% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote au 1er tour.

Seuls 58% des électeurs potentiels de Jean-Luc Mélenchon se disent cependant sûrs de leur choix, contre 85% de ceux de Marine Le Pen, 84% de ceux de François Fillon, 69% de ceux d'Emmanuel Macron et 61% de ceux de Benoît Hamon.

Au second tour, Emmanuel Macron en nette baisse (-5) l'emporterait sur Marine Le Pen, en forte hausse (+5), avec 59% des voix contre 41%. 22,5% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote au second tour.

Enquête réalisée en ligne les 29 et 30 mars auprès de 969 personnes inscrites sur les listes électorales, selon la méthode des quotas. Les intentions de vote ont été établies sur la base des personnes sûres d'aller voter. Marge d'erreur de 1,4 à 3,1 points.

Les intentions de vote ne constituent pas une prévision du résultat du scrutin. Elles donnent une indication des rapports de force et des dynamiques au jour de la réalisation du sondage.



MAIS AUSSI

Intentions de vote : un léger tassement pour Macron et Le Pen

BVA et Salesforce, en partenariat avec la Presse Régionale et Orange, publient leur 15e sondage d'intentions de vote à l'élection présidentielle.

- Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont toujours en tête des intentions de vote malgré un léger tassement.

Emmanuel Macron est crédité de 25% des suffrages (-1 point), Marine Le Pen de 24% (-1 point également). Le leader d'En Marche ! enregistre une légère baisse chez les sympathisants de la droite et du centre (22% d'intentions de vote contre 26% la semaine dernière).

Marine Le Pen est pour sa part créditée de 24% des intentions de vote, un score en très légère baisse depuis la semaine dernière (-1 point, soit -2 points en 15 jours). Son socle électoral reste toutefois le plus solide : 81% de ses électeurs potentiels sont sûrs de leur choix.

- François Fillon progresse de 2 points à trois semaines du premier tour.

François Fillon est crédité de 19% des intentions de vote. Il enregistre ainsi une progression de 2 points en une semaine et voit l'écart qui le sépare de ses deux principaux rivaux se resserrer. Cet écart – même s'il demeure significatif – n'est plus que de 5 points avec Marine Le Pen (contre 8 points la semaine dernière) et de 6 points avec Emmanuel Macron (contre 9 points la semaine dernière).

- Jean-Luc Mélenchon confirme son avance sur Benoît Hamon.

Jean-Luc Mélenchon devance nettement Benoît Hamon, crédité de 11,5% des suffrages, comme la semaine dernière. Ce dernier reste dans une position délicate, ce d'autant plus que son socle électoral apparaît comme le plus fragile et pourrait encore s'amoinrir : seuls 45% de ses électeurs potentiels se déclarent sûrs de leur choix.

Enquête BVA-Salesforce pour la Presse Régionale réalisée par Internet du 29 au 30 mars auprès de 1 418 personnes inscrites sur les listes électorales, issues d'un échantillon représentatif de 1 502 Français âgés de 18 ans et plus.

lemainelibre.fr

Le Maine
libre

VII) C'est la fin officielle du cumul des mandats

Helene Gully



12/02/2013: Vote solennel sur le projet de loi mariage et adoption pour tous - assemblée nationale

La loi sur le non-cumul des mandats est entrée en vigueur ce vendredi, interdisant désormais aux parlementaires de briguer des mandats exécutifs locaux.

Il s'agit seulement d'une entrée en vigueur officielle. Ce vendredi reste néanmoins un **virage dans la tradition politique française** à laquelle certains sont attachés : le cumul des mandats.

Il a donc fallu trois ans pour que la loi, **promulguée en février 2014**, devienne effective. "Une révolution démocratique", s'était réjoui à l'époque Christophe Borgel, le rapporteur du texte.

Car dans l'Hexagone, le cumul des mandats était presque devenu une coutume. Pour preuve : en 2012, pas moins de 476 députés sur 577 exerçaient au moins un autre mandat électif. Cinq ans après, leur nombre s'est largement rétréci puisqu'ils ne seraient plus que 134 à être concernés.

Certains ont donc décidé d'arbitrer entre mandat local et parlementaire avant que ne sonne le glas législatif. D'autres ont attendu le tout dernier moment, à l'instar de Benoît Apparu, proche d'Alain Juppé, qui a annoncé jeudi dernier qu'il préférerait rester maire de Châlons-en-Champagne plutôt que député de la Marne.

Qui d'autres est concerné ?

Une chose est certaine, l'Assemblée nationale va subir une cure de jouvence. En raison des prochaines législatives tout d'abord mais aussi grâce à cette nouvelle loi. Au moins 110 députés actuels - un cinquième du contingent - ne remettront pas les pieds au Palais Bourbon après juin. A commencer par le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone.

Plusieurs ont, comme Benoît Apparou, déjà expliqué privilégier leurs terres électorales à leurs sièges en velours de l'Hémicycle. C'est le cas par exemple d'Alain Rousset (PS) et de Carole Delga (PS) qui souhaitent garder la présidence de leur région respective, Nouvelle Aquitaine et Occitanie. Ou encore de Patrick Ollier, devenu président de la Métropole du Grand Paris en 2016, renonçant à un nouveau mandat législatif pour se concentrer sur cette nouvelle fonction.

Qu'est ce qui change exactement ?

Dans le détail, la nouvelle législation interdit à tout parlementaire - député, sénateur et député européen - d'exercer simultanément un autre mandat exécutif local - maire, adjoint au maire, président ou vice-président d'intercommunalité, de conseil général et de conseil régional. Sont donc visés par cette loi les 577 députés français, les 348 sénateurs et les 74 députés européens.

En revanche, rien ne les empêche de continuer à être conseillers municipaux, départementaux ou régionaux. Selon les calculs de Libération c'est surtout parmi les sénateurs - qui étaient d'ailleurs très réticents à la loi - que la mise en conformité sera la plus longue, presque un tiers d'entre eux étant encore maires.

Et concernant le cumul dans le temps ?

La loi ne prévoit aucune disposition concernant le cumul des mandats dans le temps. Mais des tentatives pour y mettre des freins manifestent de la volonté d'une certaine partie de la classe politique française d'en finir avec les élus inamovibles.

Entre autres : le rapport Winock-Bartolone se prononce en faveur d'une limitation à trois mandats successifs afin de favoriser l'accès de jeunes élus aux responsabilités politiques.

lesechos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

DERNIERE MINUTE



François Fillon candidat à l'élection présidentielle de la France ces toutes prochaines semaines, a été victime d'un terrible accident avec sa voiture *Lamborghini Super Trofeo* lors d'un entraînement pour les prochaines 24 h du Mans qu'il devait disputer.

Son état est jugé critique selon les médecins de l'Hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris où il a été transféré. Le pronostic vital semble être engagé.

Agence APR

A Suivre...
La Presse en Revue.eu